

La Jeunesse de l'opposition unie pour la résistance réprimée dans le 2^{ème} arrondissement

Avant d'être sauvagement dispersée par la police nationale à la solde du pouvoir, la Jeunesse de l'opposition unie pour la résistance (JOUR), née des cendres de la Jeunesse unie pour l'opposition, a entrepris samedi 19 novembre dernier, une tournée dans le 2^{ème} arrondissement de Libreville où elle a mené des actions de terrain en faveur de la résistance et de la restauration de la vérité des urnes qui donnait Jean Ping vainqueur.

Casimir Mapiya

Composé de les jeunes des partis politiques de l'opposition, notamment du Rassemblement Héritage et Modernité, de l'Union nationale, de l'Alliance démocratique et républicaine, des Souverainistes écologistes, de l'Union du peuple gabonais, du 7MP, de la société civile et de diverses associations politiques, le JOUR, qui se veut être un mouvement qui a pour objectif principal de « fédérer les jeunes de l'opposition autour des actions de la résistance impulsées par le leader de l'opposition Jean Ping », a mené son action sans troubler l'ordre public.

La JOUR, coordonnée par Melvin Gondjout Indjendjet, a parcouru les quartiers du 2^{ème} arrondissement, partant de la permanence politique de Jean Eyeghe Ndong, à Nkembo, en passant par Sotega, Sociga, Cocotiers où ils ont posé en photo avec le chef de quartier, le Boulevard, la Campagne y compris le marché de Nkembo, où la jeunesse de l'opposition unie pour la résistance a été acclamée par des commerçantes littéralement enchantées de voir leur engagement. « Jean Ping président », pouvait-on entendre avant d'entonner des chants repris en chœur par tout le marché. « Ping oh le peuple est là ... » suivis de « Oh il nous gêne, Ali doit quitter le pouvoir ». Incroyable ! La résistance prônée par Jean Ping s'organise



Les jeunes de l'opposition ont, en dépit des intimidations, décidé d'investir le terrain.

véritablement au cœur de Libreville.

Alors que les jeunes pro-Ping poursuivaient leur sensibilisation, une course poursuite entre leur leader et un véhicule de la police est venue troubler cette journée dont l'objectif était de « sensibiliser les populations sur la nécessité de l'alternance et du changement de régime politique ». Apeurés, les jeunes se sont dispersés dans les bas-fonds de Nkembo. Melvin Gondjout Indjendjet, quant à lui, a dû se réfugier plusieurs heures dans lesdits bas-fonds avant de regagner son domicile aux environs de 23 heures. Comme quoi, il est impossible au Gabon d'exprimer une opinion différente de celle d'Ali Bongo, de manifester au nom d'une formation politique autre que le Parti démocratique gabo-

nais, de faire une action de terrain à la faveur d'un leader politique autre que celui de la majorité au pouvoir.

Si la diaspora gabonaise manifeste librement depuis le 03 septembre à Paris, entre le Trocadéro et l'ambassade du Gabon, la Communauté nationale et internationale doit comprendre qu'il est impossible de le faire en terre gabonaise sans courir le risque de se faire arrêter, d'être emprisonné ou gardé à vue des jours durant, de subir la torture et d'être déféré à la prison centrale sous le fallacieux prétexte de troubles à l'ordre public ou d'attentat à la sûreté de l'Etat. Cet Etat que les émergents ont vidé de sa substance, cet Etat autrefois providence, mais qui ne représente plus qu'Ali Bongo et ses affidés.